

Gouvernance africaine : un recul démocratique alertant

Par [Sophie Alary](#), le 25/1/2023 à 06h03

La Fondation Mo Ibrahim publie mercredi 25 janvier son index 2022. Il évalue la progression de la gouvernance dans 54 pays africains. Après une décennie d'améliorations, les indicateurs stagnent depuis 2019. Toutefois, tous les pays ont progressé en matière de santé materno-infantile ou dans le contrôle des maladies sexuellement transmissibles.



Mo Ibrahim, milliardaire anglo-soudanais qui a fait fortune dans les télécommunications, ne mâche pas ses mots : « La gouvernance africaine stagne depuis 2019, les coups d'État sont de retour et le recul de la démocratie fait tache d'huile. »

Créée en 2006, sa fondation s'est donné pour mission de promouvoir la bonne gouvernance sur le continent africain : les 54 pays sont ainsi classés en fonction de leur capacité à fournir l'ensemble des biens et services publics, politiques, sociaux, économiques que tout citoyen est en droit d'attendre de son gouvernement.

Un classement qui s'appuie sur des données fouillées

À travers une série de quatre catégories de critères, le développement humain, l'économie, la sécurité, les droits humains et sociaux, l'indice Ibrahim sur la gouvernance africaine (IIAG) établit, tous les deux ans, un classement des bons et des mauvais élèves. En 2021, comme en 2019, les premiers du classement sont l'île Maurice, les Seychelles, la Tunisie, le Cap-Vert et le Botswana.

« En Afrique, investir dans des solutions locales pour un accès à l'oxygène médical est une nécessité »

Des services de santé à l'emploi, en passant par le niveau des violences envers les civils ou la liberté d'expression, la cartographie est précise et la méthodologie est toujours la même : quel que soit le pays, elle tient compte de nombreuses sources comme celles des agences onusiennes, de la Banque africaine pour le développement, de Reporters sans frontières ou encore des enquêtes d'opinions Afrobaromètre.

Sécurité et état de droit : des progrès à l'arrêt

Ce qu'il faut retenir, c'est une gouvernance globale à l'arrêt (+ 0,1 point entre 2019 et 2021) alors que l'index affichait des améliorations conséquentes sur la décennie 2009-2019 (+ 1 point). Le décrochage est particulièrement fort en ce qui concerne la sécurité et l'état de droit : 90 % de la population du continent connaît un recul démocratique depuis dix ans. Coups d'États, conflits armés, régimes autoritaires, avec en queue de peloton du baromètre : le Soudan du Sud, la Somalie, l'Érythrée, la Guinée équatoriale et la République centrafricaine.

Insécurité alimentaire : la guerre en Ukraine, un choc à long terme pour l'Afrique

Ces tendances préoccupantes ne sont pas récentes mais elles ont été fragilisées par la pandémie de Covid-19. Autre facteur aggravant, le changement climatique : on retrouve parmi les 10 pays les plus exposés aux catastrophes climatiques de ces dernières années une majorité de pays africains, la Somalie, le Niger, le Kenya, Djibouti, Madagascar, le Burkina Faso ou encore le Zimbabwe.

La guerre entre la Russie et l'Ukraine a aussi ébranlé le continent : certains pays, comme la Somalie, le Soudan, l'Éthiopie ou la République démocratique du Congo, tributaires des cultures importées, ont subi le choc de la hausse des prix et des perturbations importantes dans leur chaîne d'approvisionnement.

Des évolutions encourageantes dans le développement économique et humain

43 pays ont vu leur situation économique s'améliorer entre 2012 et 2021, les plus fortes progressions concernent le Ghana, la République de Côte d'Ivoire, le Liberia et l'Angola.

L'emploi reste un enjeu important : vingt pays africains conservent un taux de chômage supérieur à 10 %. En bas de l'échelle, l'Afrique du Sud avec un actif sur trois sans emploi. Autre défi, celui de l'accès aux énergies : 600 millions de personnes, soit 43 % de la population africaine, n'ont toujours pas accès à l'électricité.

Au Soudan oriental, les féministes avancent discrètement dans l'espace public

Toutefois, certaines tendances sont porteuses d'espoir. Presque tous les pays ont progressé en matière de santé materno-infantile, dans le contrôle des maladies sexuellement transmissibles ou encore dans l'accès à l'eau et à l'assainissement, essentiel pour espérer l'éradication d'épidémies comme celle du choléra. Des avancées significatives ont aussi été réalisées en matière d'égalité hommes-femmes et puis, parmi les trois plus forts indicateurs en progression sur la décennie, les droits acquis dans la lutte contre les violences faites aux femmes.

Sophie Alary